

Prise d'otages d'In Amenas : l'énigme de la sécurité du site

Une partie du site gazier d'In Amenas est tombée, presque sans résistance, mercredi dernier à l'aube, aux mains d'une trentaine de terroristes lourdement armés. Les agents de sécurité, environ 200, chargés de le protéger, n'ont pas pu repousser l'incursion des assaillants. Ce qui suscite des interrogations sur la sécurité des installations industrielles en Algérie.

Le site gazier d'In Amenas, qui produit 8 milliards de m³ de gaz par an, est exploité par British Petroleum (BP), Sonatrach et Statoil. Le géant britannique, en charge de la sécurité interne du site, et la gendarmerie nationale, qui assure la sécurité à l'extérieur, ne semblent pas avoir pris la mesure de la menace terroriste qui pesait sur ce complexe.

La prise d'otages a mis à nu les défaillances du dispositif de surveillance de ce site. « Un dispositif de sécurité et de protection (DSP) existe sur ce site comme sur tous les sites gaziers et pétroliers importants. Sauf qu'à Tiguentourine, les agents de sécurité n'étaient pas armés », explique une source sécuritaire. Après l'intervention française au Mali, « la logique aurait voulu que l'entreprise prenne ses précautions en sollicitant des agents armés », poursuit notre source. Les témoignages de rescapés algériens font également état de ce paradoxe. « Il y a des agents de sécurité mais ils n'ont pas d'armes », affirme Moussa, employé chez CIS Catering, une société française.

La présence sur le site gazier de vigiles sans armes surprend les spécialistes dans le domaine de la sécurité des installations industrielles. « Les agents chargés de la protection des biens d'entreprises ou des hommes sur les sites isolés sont toujours armés, à ma connaissance », affirme Pierre Montoro, de Erys Group, une société française de sécurité privée ayant une filiale en Algérie. M. Montoro précise que le port d'armes sur ce genre de sites gaziers ou pétroliers est autorisé par la loi. Des compagnies locales privées de gardiennage sont dûment référencées par Sonatrach. « Une douzaine de sociétés sont présélectionnées par la Sonatrach pour assurer la sécurité [de ces sites, NDLR]. La gendarmerie s'occupe généralement des escortes et de la sécurité aux alentours », ajoute-t-il.

Pourquoi la compagnie BP s'est-elle contentée de vigiles non armés pour surveiller le site ? Celui-ci ne représentait-il pas une cible potentielle pour une attaque terroriste ? « Ce n'est pas professionnel d'avoir des agents non armés sur ce site », insiste M. Montoro.

Pour le moment, BP garde le silence. Les autorités algériennes aussi. Pour un ancien cadre de Sonatrach, la gendarmerie a également une part de responsabilité dans cette affaire. « La responsabilité est en fait partagée. La gendarmerie, via un réseau de communication, informe BP du niveau d'alerte sur la base duquel il doit revoir le dispositif », précise-t-il. BP, comme la gendarmerie, sont « restés dans une routine opérationnelle et n'ont donc pas pris les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité du site. Ils ont sous-estimé le risque », ajoute cet ancien cadre. Le fait que les agents assurent la protection du site sans armes reste un « grand mystère » pour lui.

« La sécurité des sites gaziers et pétroliers incombe aux entreprises »

L'attaque et la prise d'otages sur le site gazier de In Amenas a suscité de nombreuses interrogations sur la sécurité de ce genre d'installations. La responsabilité des différents services de sécurité a été à plusieurs reprises évoquée, notamment par des médias étrangers. Pourtant, la réalité est tout autre, selon une source sécuritaire. « Il y a une ordonnance sur la protection du patrimoine public et la sécurité des travailleurs. L'un des articles stipule que la protection de l'établissement incombe directement à son chef », explique notre source. « On met soit un service de sécurité interne, avec des agents appartenant à l'entreprise, quand le site ou l'établissement n'est pas important, soit un DSP [dispositif de sécurité et de protection, NDLR], quand il l'est, en faisant appel notamment à une société de gardiennage », ajoute-t-elle.

L'attaque du site gazier d'In Amenas illustre aussi les difficultés de l'Algérie à sécuriser sa frontière terrestre avec la Libye d'où sont venus les assaillants, dans un contexte régional marqué par la guerre au Mali et la détérioration de la situation sécuritaire en Libye. Des pick-up chargés de terroristes et d'armes de guerre ont pu parcourir des centaines de kilomètres sans être repérés par les patrouilles de l'armée. Pourtant, le gouvernement a considérablement renforcé la sécurité aux frontières depuis la chute du régime de Mouamar Kadhafi et l'effondrement de l'armée libyenne. En concentrant ses forces à la frontière malienne, l'Algérie a-t-elle sous-estimé la menace terroriste en provenance de Libye ?